

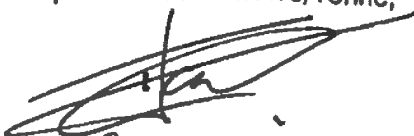


Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale : Yonne-Nièvre		Subdivision : Auxerre	
Nom de l'inspecteur : Olivier PARIGOT Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 13 mai 2016 Date de l'inspection : 1 ^{er} juin 2016 Type d'inspection : <input checked="" type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle motif de la planification : ou détail des circonstances : contrôle dans le cadre de la surveillance périodique des ICPE.			
Société : PLASTIKPACK FRANCE Commune : GRON Activité : Site de fabrication de bidon plastique PEHD		Régime : Autorisation Priorité : S.O.	
Liste des installations inspectées : - installations visées sous la rubrique n°2661-1a et 2663-2a Thèmes : - respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation à exploiter n°PREF-DCLD-2003-0902 du 21 octobre 2003. Référentiels de l'inspection : - arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-2003-0902 du 21 octobre 2003. - arrêtés ministériels du 15/04/10 et 27/12/13 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement aux titres des rubriques n°2663 et 2661 de la nomenclature des ICPE.			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : M. ALLEMANDOU: directeur du site M. JUILLARD : responsable Qualité / Environnement du site Mme CLAIN: adjointe au responsable Qualité / Environnement du site			
Principales constatations effectuées : La visite d'inspection a permis de constater que le site est correctement tenu. Les non-conformités constatées sur le site, et transcrites dans le tableau des constats, concernent l'extension construite par l'exploitant et l'augmentation du volume de stockage des produits finis. L'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection le projet d'extension sans déposer de dossier correspondant.			
Suites envisagées : Propositions au préfet.			
Liste des documents établis suite à la visite : Bordereau de transmission au préfet - Tableau des constats - Lettre à l'exploitant - Propositions au préfet.			
Date et signatures - 9 MARS 2017			
Le rédacteur Le 28 février 2017 L'inspecteur de l'environnement,  Olivier PARIGOT	Le vérificateur Le 28 février 2017 Le chef du département pilotage et modernisation de l'inspection des ICPE,  Yves LIOCHON	L'approbateur Le 28 février 2017 Le responsable de l'unité départementale Nièvre/Yonne,  P. WATTIAU	

Références : Arrêté préfectoral d'autorisation à exploiter n°PREF-DCLD-2003-0902 du 21 octobre 2003 (AP).
Arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement aux titres des rubriques n°2663 de la nomenclature des IPCE (ANI).

Article	Exigence (s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaire/Observations																																															
Art. 2 (AP)	<p>L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• locaux de production (extrudeuses / souffleuses)• zones de stockage de matières premières (6 silos de 118 m3 extérieurs pour les PE...)• zone de stockage des produits finis (zone1 de 1545 m² et 3600 m² zone2 de 1540 m² et 6000 m³)• locaux techniques (transformateurs, atelier entretien / maintenance, local compresseurs, local groupes froids,...)• bureaux et locaux sociaux	Non-conformité	<p>En 2010, l'exploitant a étendu l'atelier de fabrication en utilisant une partie de l'ancienne zone de stockage et a construit un nouvel entrepôt pour les produits finis qui jouxte l'ancien bâtiment sur la façade sud-est. Le réagencement production/stockage des bâtiments sur le site ainsi que cette extension avait fait l'objet d'un dépôt de dossier de demande d'autorisation.</p> <p>La lettre en date du 8 septembre 2010 adressée au préfet puis transmise à l'exploitant en date du 21 septembre 2010 :</p> <p>«D'après les éléments fournis, l'augmentation de la capacité de stockage est de l'ordre de 3300 m3 soit 33% de la capacité existante et l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que les effets thermiques générés par un incendie sur la nouvelle cellule de stockage ne sortent pas des limites de propriété. La modification n'est donc pas considérée comme substantielle.</p> <p>D'après le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées et ouvrant certaines rubriques au régime de l'enregistrement, cette installation de stockage de produits finis est soumise au régime d'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>... inviter l'exploitant à déposer une demande d'enregistrement pour cette modification, conformément à l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement.»</p> <p>Les services de l'inspection n'ont pas reçu de dossier correspondant à cette demande.</p> <p>L'extension construite est basée sur les recommandations d'un dossier produit par «Bureau Veritas» en juin 2010.</p> <p>L'extension du bâtiment accroît le volume de stockage dans les proportions suivantes :</p>																																															
Art. 3 (AP)	<p>Classement des installations</p> <table><tr><th>Rubriques</th><th>Dénomination des activités</th><th>Capacité des installations</th><th>Régime</th></tr><tr><td>2442.1.a)</td><td>Emballage de matières plastiques par extrusion / soufflage</td><td>Capacité maximale de production : 35 000 000 kg/AN</td><td>A</td></tr><tr><td>2442.2.a)</td><td>Stockage de matières plastiques sous forme de produits finis</td><td>Volumes maximum stockés : 11 000 m³</td><td>A</td></tr><tr><td>2770.2.a)</td><td>Compresseurs et groupes froids</td><td>Puissance totale absorbée : 1 000 kW</td><td>A</td></tr><tr><td>1330.2</td><td>Stockage de polymères, caoutchoucs d'emballage</td><td>Volumes maximum stockés : 1600 m³</td><td>D</td></tr><tr><td>2442.2.b)</td><td>Emballage de caoutchoucs de fabrication</td><td>Quantité totale absorbée : 7 tonnes / AN</td><td>D</td></tr><tr><td>2442.4)</td><td>Stockage des matières plastiques sous forme de matières premières (granulés et produits)</td><td>Volumes maximum stockés : 740 m³</td><td>D</td></tr><tr><td>2775</td><td>Chargement de batteries</td><td>Puissance totale de charge : > 10 kW</td><td>D</td></tr></table>	Rubriques	Dénomination des activités	Capacité des installations	Régime	2442.1.a)	Emballage de matières plastiques par extrusion / soufflage	Capacité maximale de production : 35 000 000 kg/AN	A	2442.2.a)	Stockage de matières plastiques sous forme de produits finis	Volumes maximum stockés : 11 000 m³	A	2770.2.a)	Compresseurs et groupes froids	Puissance totale absorbée : 1 000 kW	A	1330.2	Stockage de polymères, caoutchoucs d'emballage	Volumes maximum stockés : 1600 m³	D	2442.2.b)	Emballage de caoutchoucs de fabrication	Quantité totale absorbée : 7 tonnes / AN	D	2442.4)	Stockage des matières plastiques sous forme de matières premières (granulés et produits)	Volumes maximum stockés : 740 m³	D	2775	Chargement de batteries	Puissance totale de charge : > 10 kW	D	Non-conformité	<table><tr><td>Stockage de matières plastiques sous forme de produits finis</td><td>2663.2.b</td><td>Volumes maximum stockés : 14 300 m³</td><td>+ 3300 m³</td><td>Enregistrement</td></tr><tr><td>Stockage de palettes</td><td>1332.2</td><td>Volumes maximum stockés : 2500 m³</td><td>+ 1000 m³</td><td>Déclaration</td></tr><tr><td>Dépôt de papier carton ou matériaux constructibles analogues</td><td>1530</td><td>Volumes maximum stockés : 220 m³</td><td>+ 100 m³</td><td>Non classé</td></tr></table>	Stockage de matières plastiques sous forme de produits finis	2663.2.b	Volumes maximum stockés : 14 300 m³	+ 3300 m³	Enregistrement	Stockage de palettes	1332.2	Volumes maximum stockés : 2500 m³	+ 1000 m³	Déclaration	Dépôt de papier carton ou matériaux constructibles analogues	1530	Volumes maximum stockés : 220 m³	+ 100 m³	Non classé
Rubriques	Dénomination des activités	Capacité des installations	Régime																																															
2442.1.a)	Emballage de matières plastiques par extrusion / soufflage	Capacité maximale de production : 35 000 000 kg/AN	A																																															
2442.2.a)	Stockage de matières plastiques sous forme de produits finis	Volumes maximum stockés : 11 000 m³	A																																															
2770.2.a)	Compresseurs et groupes froids	Puissance totale absorbée : 1 000 kW	A																																															
1330.2	Stockage de polymères, caoutchoucs d'emballage	Volumes maximum stockés : 1600 m³	D																																															
2442.2.b)	Emballage de caoutchoucs de fabrication	Quantité totale absorbée : 7 tonnes / AN	D																																															
2442.4)	Stockage des matières plastiques sous forme de matières premières (granulés et produits)	Volumes maximum stockés : 740 m³	D																																															
2775	Chargement de batteries	Puissance totale de charge : > 10 kW	D																																															
Stockage de matières plastiques sous forme de produits finis	2663.2.b	Volumes maximum stockés : 14 300 m³	+ 3300 m³	Enregistrement																																														
Stockage de palettes	1332.2	Volumes maximum stockés : 2500 m³	+ 1000 m³	Déclaration																																														
Dépôt de papier carton ou matériaux constructibles analogues	1530	Volumes maximum stockés : 220 m³	+ 100 m³	Non classé																																														

Tableau des constats – Inspection du 1^{er} juin 2016
PLASTIKPACK France à GRON (89)

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaire/Observations
Art 11.4 (AP)	<p>Prévention des pollutions accidentelles des eaux : Stockage, rétention, manipulation et transport. Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol doit être associé à une capacité de rétention [...]. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. [...] Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles[...]. Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>	remarque	<p>Les différents produits dangereux ou polluants sont stockés sur des aires bitumées et sur rétention.</p> <p>L'exploitant doit veiller au bon positionnement des produits sur la rétention mais également au dimensionnement et la vacuité de ces rétentions, celles-ci étant à la merci des intempéries.</p>
Art 13 (AP)	<p>Traitement : Les effluents doivent être collectés et traités dans les conditions suivantes : 1 - Eaux domestiques et eaux vannes (E D) : elles doivent être raccordées au réseau public d'assainissement. 2- Eaux pluviales et autres eaux propres (E P) : elles doivent être collectées par un réseau spécifique et rejetées au réseau public d'eaux pluviales. [...]. Les eaux pluviales de voiries doivent être traitées par des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures avant rejet au réseau public d'eaux pluviales[...]. Ils doivent être entretenus régulièrement et vidangés au moins une fois par an. 3- Eaux résiduaires autres (EU) : l'exploitant doit collecter puis épurer les eaux résiduaires dans les conditions suivantes: les condensats des compresseurs : passage sur un séparateur à membrane puis rejet dans le réseau public d'assainissement. [...]</p>	sans observation	<p>Les eaux de surface sont collectées et aboutissent dans un bassin lampon équipé d'une vanne coupure d'isolement. Ces eaux passent par un débourbeur séparateur d'hydrocarbure. Ce dispositif a été curé le 27 mai 2016 par la société «SNAVED».</p> <p>Les eaux de toitures rejoignent le réseau d'eaux pluviales via un bassin d'infiltration.</p> <p>Les eaux de condensats passent par un filtre avant le rejet dans le réseau public d'assainissement.</p>
Art 14.2 (AP)	<p>Consommation : La consommation doit être limitée en volume à : -1000 m³/an pour les tests, -2000 m³/an pour l'ensemble du site.</p>	sans observation	<p>L'exploitant dispose de compteurs de consommation d'eau prélevé sur le réseau public. Depuis le début de l'année et après 5 mois d'exploitation, l'exploitant déclare avoir consommé 200m³ essentiellement pour les eaux de lest (soit moins de 500m³ sur l'année).</p>
Art 18 (AP)	<p>Traitement : Nonobstant les dispositions de l'article 19, l'exploitant doit collecter puis épurer les effluents atmosphériques dans les conditions définies ci-après : • les systèmes d'aspiration associés aux broyeurs doivent être équipés de dépoussiéreur.</p>	sans observation	<p>L'exploitant déclare que le dépoussiérage des installations de broyage est opéré 2 fois/an par un prestataire. La matière extraite par le système d'aspiration cyclonique est réinjectée en matière première dans le process industriel.</p>

Tableau des constats – Inspection du 1^{er} juin 2016
PLASTIKPACK France à GRON (89)

Article	Exigence (s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaire/Observations
Art 22.3 (AP)	Contrôles périodiques : L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié [...]	remarque	Le dernier rapport acoustique présenté à l'inspection a été réalisé en septembre 2013 par la société «Bureau Veritas», il fait état d'un dépassement du niveau sonore au point 2 pendant la nuit (22h-7h) 58,6 dB relevés pour un seuil maximum fixé à 55 dB.
Art 23 (AP)	Le stockage temporaire des déchets doit s'effectuer à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques. Ces zones doivent être telles que le stockage ne présente pas de risque d'envois et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ces zones sont précisées dans le tableau donné dans l'article 25.	remarque	L'exploitant dispose d'aires spécifiques pour le stockage des déchets (cartons, plastiques, bois). Les huiles usagées sont collectées par la société «SEVIA». Lors de la visite sur le site, l'inspection a constaté un regroupement de produits et déchets stockés dans un container à l'extérieur. L'exploitant s'engage à évacuer ces produits et déchets de son site par les filières appropriées.
Art 28 (AP)	Foudre : Les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées sont applicables aux installations. (Texte abrogé par l'article 9 de l'Arrêté du 15 janvier 2008) L'article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation dispose : [...]. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]	sans observation	La vérification des dispositifs de protection contre la foudre a été menée par la société «Bureau Veritas» le 23 mai 2016. Le rapport de contrôle n'amène pas de remarque.
Art 29 (AP)	Accès surveillance : L'établissement doit être clôturé sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations. Les accès à l'établissement doivent être constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.	sans observation	L'inspection constate que le site est clôturé et accessible par 2 portails. L'exploitant déclare que ces 2 accès sont surveillés.
Art 30.2 (AP)	Installations électriques : [...] Les caractéristiques de ces équipements doivent être périodiquement vérifiées selon les normes et règlements en vigueur. [...]. Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou modification.	sans observation	Le rapport de contrôle des installations électriques effectué par «Bureau Veritas» en date du 12 janvier 2016 relève plusieurs anomalies. L'exploitant déclare suivre, traiter et engager les correctifs à apporter avec le même prestataire.

Article	Exigence (s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaire/Observations
Art 32.7 (AP)	Moyens de secours contre l'incendie : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) [...]. - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures [...]. - de robinets d'incendie armés [...]. - d'un système de détection automatique de fumées [...]. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...].	sans observation	La société «DIESAULT» a procédé à la vérification des matériels de lutte contre l'incendie (extincteurs et RIA) les 16 et 24 décembre 2015. Les bâtiments de stockage (initial et extension) sont équipés de système de détection automatique de fumées. La société «ESSEMES» a contrôlé les trappes de désenfumage le 26 août 2015.
Art 32.15 (AP)	Séparation des 2 unités de stockage : Les 2 unités de stockage doivent être séparées par une porte pare-feu à déclenchement automatique [...].	sans observation	La porte pare-feu est en place.

Liste des documents remis lors de l'inspection par l'exploitant:
Aucun des documents présentés par l'exploitant n'a été emporté.

Article R512-33 modifié par le décret n°2010-368 du 13 avril 2010 - art. 16

I.-Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle autorisation.

II.-Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation. Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet :

1° Invite l'exploitant à déposer une demande d'enregistrement pour cette modification, lorsque celle-ci relève en elle-même de la section 2. La demande est alors inscrite selon les dispositions de la sous-section 2 de cette section ;

2° Fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31.

III.-Les nouvelles autorisations prévues aux I et II sont soumises aux mêmes formalités que les demandes initiales.

